

Edito

Une France 100%à droite ?

dimanche 1er juillet 2007, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juin 2007).

Au vu des résultats des élections présidentielles et des deux tours des législatives, les électorales et électeurs français semblent avoir donné tous les pouvoirs à une droite décomplexée. En réalité, c'est à un véritable glissement à droite de tout le terrain politique institutionnel auquel nous avons assisté. D'abord, une majorité très nette en faveur d'un Président étroitement lié au patronat et qui ne cache pas ses intentions ; ensuite, un PS qui prône majoritairement l'« ouverture au centre », encouragé par le succès sans précédent de François Bayrou ; enfin, une gauche antilibérale ou anticapitaliste laminée, à l'exception de la LCR, et surtout menacée de satellisation par un PS qui domine très largement l'arc des forces anti-sarkozystes (José Bové chargé de mission par Ségolène Royal ; le PCF allié au PS pour les législatives). Le « monde politique » français marque ainsi une adaptation qualitativement supérieure aux exigences de la mondialisation capitaliste et aux politiques néolibérales qui lui sont intrinsèquement liées.

Après le NON majoritaire au Traité constitutionnel européen (TCE), la révolte des banlieues et la bataille du CPE, on pourrait croire que ce réalignment à droite des principales forces politiques est le signe d'un divorce croissant entre la société et ses « élu-e-s », ceci d'autant plus que les institutions françaises, façonnées par le présidentielisme et l'absence de proportionnelle, fonctionnent plus que toutes autres comme un prisme déformant. C'est ce que pensaient certains partisans d'une candidature antilibérale, qui pronostiquaient un résultat à deux chiffres, voire meilleur que celui de Bayrou ou que celui du PS... pour autant que les 125 propositions des Collectifs unitaires antilibéraux soient portées par une candidature unique. C'est d'ailleurs ce que semble toujours penser Yves Salesse, l'un des animateurs de la mobilisation victorieuse contre le TCE, dans une tribune publiée le 11 mai par Libération, et qui s'intitule : « La France n'est pas à droite ».

Et pourtant... ne faut-il pas interroger plus profondément la sphère sociale pour mieux comprendre un tel glissement de terrain politique ? En effet, les avancées du capitalisme mondialisé n'ont pas produit que des conflits de projets (social-libéralisme contre altermondialisme) ; ils ont avant tout causé de profonds traumatismes sociaux, dont les effets ont été cumulatifs. D'abord, depuis le début des années 80, la répartition de la richesse produite entre salarié-e-s et capital est passée de 70/30 à 60/40 ; le chômage s'est maintenu à un niveau élevé et la précarisation des rapports de travail n'a cessé d'augmenter. En même temps, le déclin du salaire indirect ou social - sécurité sociale, retraites, services publics subventionnés, etc. -, corollaire d'une défiscalisation rampante des nantis, a contribué à fragiliser les mécanismes institutionnels de solidarité. Enfin, le potentiel d'activité, d'organisation, mais aussi d'attraction (notamment parmi les jeunes) des syndicats et des associations liées au monde du travail, n'a cessé de décroître, autant de signes incontestables d'un déclin relatif de la conscience de classe.

Certes, plus qu'aucun autre pays, la France a connu de puissantes mobilisations politico-sociales, ainsi qu'une multiplication de luttes ouvrières très dures, bien que souvent isolées. Et il est probable, que la mise en œuvre de la politique annoncée par Sarkozy et sa majorité parlementaire, provoque de nouvelles secousses du même type. Cependant, si de telles résistances sont indispensables, elles ne débouchent pas nécessairement sur un processus d'accumulation

d'expériences et de forces nouvelles permettant la relance d'une prise de conscience anticapitaliste cumulative, fondée sur l'action collective.

Pour cela, le vieux mouvement ouvrier doit être très largement reconstruit sur des bases nouvelles, aptes notamment à intégrer les couches de la jeunesse, les immigré-e-s, les femmes, les précaires, mais aussi à remettre en cause le crédo productiviste de ses aînés. Cela signifie aussi que la gauche anticapitaliste doit réaffirmer clairement la primauté du mouvement social extra-parlementaire sur la tactique électorale, qu'elle doit garder une indépendance politique sans faille par rapport aux partis sociaux-libéraux, mais aussi que l'effort programmatique visant à reconstruire un horizon socialiste crédible, en lien avec les expériences de mobilisation, est une tâche essentielle qui ne saurait être remise à demain.

P.-S.

* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°110 (20/06/2007), p. 3.